

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 98
N° 3.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO FEPUARE 1949.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1948 24 avril	Décret n° 48-766, fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyanne et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, relatives à la liquidation des avoirs allemands. (Arrêté de promulgation n° 129 a.p.a., du 31 janvier 1949).....	58
15 oct.	Arrêté ministériel (extrait) portant répartition entre les territoires d'outre-mer de la contribution aux dépenses du service d'information et documentation pour l'année 1948. (Arrêté de promulgation n° 129 a.p.a., du 31 janvier 1949).....	60
10 nov.	Décret n° 48-1715, fixant les conditions d'application de l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948. (Arrêté de promulgation n° 129 a.p.a., du 31 janvier 1949).....	61
26 nov.	Arrêté ministériel portant fixation de l'heure légale dans les territoires de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 100 a.p.a., du 24 janvier 1949)...	62
6 déc.	Décret n° 48-1873, modifiant l'article 6 du décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies. (Arrêté de promulgation n° 100 a.p.a., du 24 janvier 1949)...	62

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1947 21 mars	Loi n° 47-520, (articles 29 à 41) relative à diverses dispositions d'ordre financier. (J.O.R.F. n° 72, du 25 mars 1947, page 2767).....	62
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

1948 25 août	Décret n° 48-1357, modifiant le décret du 26 juillet 1946 fixant le statut du personnel des services scientifiques de l'Office de la recherche scientifique coloniale dans les territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. n° 207 du 1 ^{er} septembre 1948, page 8642).....	64
17 nov.	Extrait de l'arrêté portant promotion dans le cadre de l'administration générale des colonies autres que l'Indochine. (J.O.R.F. n° 277 du 24 novembre 1948, page 11410).....	65

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1949 28 janv.	Arrêté n° 113 e., attribuant au Service local les soldes créditeurs de la liquidation de la désérence.....	65
28 janv.	Arrêté n° 118 f.c., ouvrant un douzième provisoire en recettes et en dépenses pour le budget local du mois de janvier de l'exercice 1949.....	65
31 janv.	Décision n° 130 i.p., fixant la date de l'examen du brevet élémentaire (2 ^e session 1948-1949) à Papeete..	66
31 janv.	Arrêté n° 132 t.g., ouvrant à la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu, divers lagons et fractions de lagons des Tuamotu.....	66
31 janv.	Arrêté n° 133 t.g., divisant le lagon de Takapoto (Tuamotu), en deux secteurs en ce qui concerne la pêche des huîtres nacrées et perlières.....	66
31 janv.	Arrêté n° 134 d., fixant le taux des frais de régie du Service des Douanes à prélever sur le produit brut de l'octroi de mer pendant l'année 1949.....	67
2 fév.	Arrêté n° 141 a.p.a., admettant les nommés Lisfa Lui Sing c.i. n° 6822 et Nui Fou dit Alphonse c.i. n° 6099, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	67
2 fév.	Arrêté n° 142 a.p.a., admettant les nommés Woun Lou Moo Fat c.i. n° 6147, Hop Lip Edouard et Pong Loi Sui Sing c.i. n° 6647, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	67
3 fév.	Arrêté n° 143 tr., agréant la désignation de M. Guilbert (Lucien) pour gérer la trésorerie des Etablissements français de l'Océanie au nom du Trésorier-payeur, pendant l'absence de ce dernier.....	67

4 fév.	Arrêté n° 147 t.g., ouvrant à la pêche des huîtres nacrées et perlières, par plongeurs à nu, le 2 ^e secteur du lagon de Takapoto.....	68
5 fév.	Arrêté n° 151 co., rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.....	68
7 fév.	Arrêté n° 156 f.c., nommant un régisseur des dépenses de salaires et fixant le maximum des avances.....	69
7 fév.	Décision n° 163 d., nommant M. Atger Albert (père), contrôleur de la vanille verte pour les îles Tahiti et Moorea.....	69
8 fév.	Arrêté n° 164 s.g., modifiant provisoirement l'arrêté n° 1208 a.p.a., du 20 septembre 1948 portant convocation de la commission permanente de l'Assemblée Représentative.....	69
8 fév.	Arrêté n° 165 d.c.s., portant modification à l'arrêté n° 76 d.c.s., du 18 janvier 1949.....	70
11 fév.	Décision n° 179 a.e., portant modification de la composition de la commission de répartition des devises créée par décision n° 1398 a.e., du 17 novembre 1948.....	70
	Rectificatif à l'arrêté n° 98 co., du 22 janvier 1949, J.O. des Etablissements français de l'Océanie du 31 janvier 1949, page 51, 4 ^e alinéa.....	70
	Extraits.....	70

ACTES MUNICIPAUX

(Commune de Papeete.)

1948 31 déc.	Arrêté municipal n° 42, modifiant le tarif de certaines taxes municipales.....	74
--------------	--------------------------------------------------------------------------------	----

AVIS OFFICIELS

Inspection du Travail. — Avis à MM. les chefs d'entreprise.....	74
Service des douanes. — Calendrier pour la vanille verte (suite et fin).....	75
Circonscription de Tahiti et Dépendances. — Renouvellement des comités de surveillance de la vanille (année 1949).....	77

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.....	78
Annonces diverses.....	78

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 129 a.p.a., promulguant des actes du pouvoir central.
(Du 31 janvier 1949).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931 relative à la promulgation des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1^o le décret n° 48-766 du 24 avril 1948 fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatives à la liquidation des avoirs allemands (J.O.R.F. du 1^{er} mai 1948, page 4260);

2^o l'arrêté ministériel (extrait) du 15 octobre 1948 portant répartition entre les territoires d'outre-mer de la contribution aux dépenses du service d'information et de documentation pour l'année 1948 (J.O.R.F. du 28 octobre 1948, page 10485);

3^o le décret n° 48-1715 du 10 novembre 1948 fixant les conditions d'application de l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948 (J.O.R.F. du 12 novembre 1948, page 10983).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

DÉCRET n° 48-766 fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatives à la liquidation des avoirs allemands.

(Du 24 avril 1948).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 15 juin 1872 relative aux titres au porteur;

Vu les décrets du 1^{er} septembre 1939 relatifs aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 concernant les interdictions et restrictions de rapport avec les ennemis ainsi que la déclaration et la mise sous séquestre de biens ennemis;

Vu le décret du 5 mars 1946 portant promulgation de l'accord concernant les réparations à recevoir de l'Allemagne, l'institution d'une agence interalliée des réparations et la restitution de l'or monétaire, signé à Paris le 14 janvier 1946;

Vu la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relative à diverses dispositions d'ordre financier, notamment son article 41 ainsi libellé :

« Les articles 29 à 40 sont applicables à l'Algérie.

« Des décrets en fixeront les conditions d'application dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer »,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pour l'exécution, dans les départements de

la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, de l'accord du 14 janvier 1946 concernant les réparations à recevoir de l'Allemagne, il est procédé à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands par le service local des domaines.

Art. 2. — A cet effet, l'administrateur séquestre, antérieurement nommé pour tous biens, droits et intérêts allemands mis sous séquestre, sera désaisi, à la requête du ministère public, par le président du tribunal qui l'a nommé. Le service local des domaines représenté par le chef de ce service sera substitué à l'administrateur séquestre par la même ordonnance, qui sera publié en extrait au *Journal officiel* du département ou du territoire à la requête du ministère public.

Ce service est autorisé à percevoir, sur le produit brut des liquidations, des frais de régie au taux de 8 p. 100. Dans le cas où le service local des domaines continuera, au cours de la période de liquidation, l'exploitation de certaines entreprises commerciales, industrielles ou agricoles, les frais de régie seront calculés sur le produit brut de l'exploitation et d'après le tarif dégressif ci-après :

1 p. 100 pour la tranche comprise entre 0 et 1 million de francs ;

0,75 p. 100 pour la tranche comprise entre 1.000.001 F et 3 millions de francs ;

0,50 p. 100 pour la tranche comprise entre 3.000.001 F et 5 millions de francs.

0,25 p. 100 pour la tranche supérieure à 5 millions de francs.

La totalité des prélèvements effectués au titre de frais de régie sont encaissés au profit du budget local ou, dans les territoires groupés, au profit du budget général.

Un arrêté du gouverneur général dans les territoires groupés, un arrêté du préfet du département ou du chef de territoire dans les territoires non groupés déterminera les modalités de prise en charge des séquestres en cours par le service local des domaines.

L'administrateur séquestre soumettra, dans les deux mois de la promulgation du présent décret dans le département ou le territoire, son compte de gestion à l'autorité qui l'a nommé. Il en adressera une copie au chef du service des domaines, après son homologation par le président du tribunal.

Art. 3. — Sont exclus de l'application de la disposition de l'article 1^{er} les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands qui, au 1^{er} janvier 1946, avaient obtenu des autorités compétentes une autorisation régulière et permanente de résider dans le département ou dans le territoire ainsi que les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands remplissant les conditions exigées à l'alinéa 1^{er} de l'article 30 de la loi du 21 mars 1947.

Dans le cas où l'autorisation de résidence dans le département ou le territoire ou sur le territoire de la France métropolitaine ou de l'Algérie prévue à l'alinéa précédent aura été accordée après le 1^{er} janvier 1946 et avant le 30 juin 1947, les bénéficiaires de cette autorisation ou leurs établissements pourront obtenir la restitution, soit du produit net de la liquidation de leurs avoirs, soit de ces avoirs eux-mêmes, s'ils sont encore détenus en nature par le service des domaines, à la condition qu'ils en fassent la demande à l'administration locale avant le 30 juin 1948.

Ne pourront, en aucun cas, bénéficier de la dérogation prévue aux deux premiers alinéas du présent article les sujets ennemis ayant séjourné, pendant l'occupation, sur le territoire métropolitain, qui auront suivi librement, dans leur fuite, les troupes d'occupation ni les personnes nées allemandes qui auront acquis une autre nationalité et qui auront participé à l'effort de guerre ennemi.

Les frais de procédure, les frais et honoraires des administrateurs séquestres, les frais de régie ou autres débours exposés au cours de la gestion ou de la liquidation des biens allemands ne pourront, en aucun cas, être restitués.

Art. 4. — L'aliénation des avoirs allemands soumis aux mesures de la liquidation sera effectuée par le service local de l'enregistrement, des domaines et du timbre dans les conditions prévues pour les ventes des biens domaniaux.

Art. 5. — Lorsque les droits liquidés en application du présent décret sont représentés par des titres négociables qui n'ont pu être appréhendés par les administrateurs séquestres, le chef du service des domaines fera opposition tant auprès de l'établissement émetteur que du syndicat des agents de change de Paris dans les conditions qui avaient été fixées par le décret du 26 mai 1940 tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre.

Nonobstant toutes dispositions contraires dudit décret et de la loi du 15 juin 1872, l'établissement émetteur est tenu d'émettre immédiatement, en remplacement du titre frappé d'opposition, un titre nouveau portant un numéro différent et conférant au porteur tous les droits attachés aux titres de la même catégorie.

Les porteurs éventuels des titres frappés d'opposition en application du présent décret qui les auraient acquis antérieurement à l'insertion au *Bulletin des oppositions* et qui entendraient faire valoir des droits attachés à cette possession, auront à justifier des conditions de leur acquisition auprès de l'administration locale opposante dans le délai de deux ans à compter de la date d'opposition. Passé ce délai, les tiers porteurs seront déchus de tous leurs droits.

L'administration locale aura le choix, pour indemniser les ayants droit, entre la remise d'un nombre égal de titres de remplacement et le paiement d'une indemnité dont le montant sera égal à la valeur des titres disparus à la date de la publication de l'opposition au *Bulletin des oppositions*.

Art. 6. — L'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire pourra, à tout moment, se rendre acquéreur des biens mobiliers et immobiliers mis en liquidation. Les conditions d'exercice de ce droit seront fixées par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 7. — Sous réserves des dispositions de l'article 3 du présent décret, les biens, droits et intérêts allemands liquidés par application des dispositions qui précèdent ne pourront redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand.

Toutes opérations ayant pour but ou pour effet de contrevenir directement ou indirectement à cette disposition seront nulles de plein droit.

Leurs auteurs seront passibles des peines prévues à l'alinéa 3 de l'article 34 de la loi du 21 mars 1947 susvisée.

Art. 8. — Les ressortissants français et, sous réserve d'un régime de réciprocité, ceux des nations alliées, titulaires de créances chirographaires sur des personnes privées enne-

mies qui étaient domiciliées ou résidaient dans les départements ou le territoire ou dont le principal établissement était situé dans le département ou le territoire, seront admis à faire valoir leurs droits auprès du chef du service local des domaines.

Seules seront prises en considération les créances chirographaires qui, nées dans le département ou le territoire, résultent soit d'obligations non contractuelles, soit d'obligations contractuelles antérieures au 1^{er} septembre 1939, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance susvisée du 6 octobre 1943 validant les effets produits au profit des tiers de bonne foi par les décisions de justice ayant ordonné la restitution de biens séquestrés en vertu de l'acte dit décret du 28 juillet 1940. En ce qui concerne les obligations contractuelles, la preuve sera rapportée conformément à la législation applicable dans le département ou le territoire, nonobstant toutes clauses contraires ou par la production de comptabilité régulièrement tenue dans le département ou le territoire.

La déclaration du créancier devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la publication au *Journal officiel* de l'extrait de l'ordonnance du président du tribunal qui aura désigné le service des domaines pour procéder à la liquidation des biens grevés par sa créance. Ce délai sera de rigueur.

Art. 9. — Les dispositions de l'article 8 concernant les créances chirographaires peuvent être étendues, en vertu d'accords internationaux de réciprocité, aux ressortissants de pays autres que ceux visés audit article, lorsqu'il sera établi que le débiteur allemand ne possède pas de biens hors du département ou du territoire.

Art. 10. — Les créances assorties de sûretés réelles grevant certains avoirs allemands seront remboursées sur le produit de la liquidation de ces avoirs, sous la condition que la déclaration du créancier intervienne avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication au *Journal officiel* de l'extrait de l'ordonnance du président du tribunal qui aura désigné le service des domaines pour procéder à la liquidation desdits avoirs.

Art. 11. — Les créanciers chirographaires, hypothécaires ou privilégiés pourront être remboursés avant l'exigibilité de leurs créances, nonobstant toutes clauses contraires.

Art. 12. — Est nul tout acte à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou testamentaire, accompli soit directement, soit par personne interposée ou tout autre moyen indirect, ayant pour but de soustraire des biens aux mesures de liquidation prescrites par le présent décret.

Est présumé avoir été accompli en vue de soustraire les biens aux mesures de séquestre ou de liquidation, tout acte de disposition et l'administration qui n'a pas acquis date certaine avant le 1^{er} septembre 1939.

L'annulation est prononcée par ordonnance du président du tribunal civil statuant dans la forme des référés, à la requête du ministère public, sur le rapport du chef du service des domaines.

Dans le cas de contrat à titre onéreux, le prix n'est restitué que dans la mesure où il a été effectivement versé, sans préjudice des sanctions prévues par d'autres dispositions législatives ou réglementaires.

Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions qui précèdent seront punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 1 million de francs ou de l'une seulement de ces deux peines, celles-ci pouvant

être doublées en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'une seconde infraction aux dispositions du présent décret est commise dans l'année qui suit la première condamnation. Seront punis des mêmes peines ceux qui, ayant connaissance de biens visés par le présent décret, auront, par un moyen quelconque, facilité ou tenté de faciliter la soustraction de ces biens aux mesures de liquidation ou participé à cette soustraction.

Art. 13. — Le produit des liquidations, net d'impôts arriérés, privilèges, frais de gestion ou de toutes autres charges, sera encaissé par le trésor au profit de l'Etat.

Art. 14. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux Journaux officiels des départements et territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 avril 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

PAUL COSTE-FLORET.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BIDAULT.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*
ANDRÉ MARIE.

Le ministre de l'intérieur,
JULES MOCH.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
RENÉ MAYER.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant répartition entre les territoires d'outre-mer de la contribution aux dépenses du service d'information et de documentation pour l'année 1948.

(Du 15 octobre 1948).

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement, dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) ;

Vu la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer pour l'année 1948 est répartie comme suit :

.....
Etablissements français de l'Océanie..... 153.211 »
.....

Art. 2. — Les chefs des territoires intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 15 octobre 1948.

TONY RÉVILLON.

DÉCRET n° 48-1715 fixant les conditions d'application de l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948 fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatives à la liquidation des avoirs allemands.

(Du 10 novembre 1948.)

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948 fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatives à la liquidation des avoirs allemands ;

Vu le décret n° 48-533 du 30 mars 1948,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Conformément à l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948 fixant les conditions d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatives à la liquidation des avoirs allemands, tout service public de l'Etat, du gouvernement général, du département ou du territoire, jouit d'un droit de préférence pour l'acquisition des biens, droits et intérêts allemands, de quelque nature qu'ils soient, mis en liquidation par l'administration des domaines en application dudit décret et vendus par voie d'adjudication publique.

Art. 2. — Pour l'exercice de ce droit de préférence, les représentants des services intéressés, dûment autorisés et présents à l'adjudication doivent déclarer, dès que l'adjudication a été prononcée, s'il y a lieu et, en toute hypothèse, avant la clôture du procès-verbal, si l'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire entend éventuellement se porter acquéreur des biens à vendre pour le prix fixé par la dernière enchère ou, à défaut d'enchère, pour le montant de la mise à prix majorée de l'enchère minimum prévue par le cahier des charges.

Cette déclaration, inscrite au procès-verbal d'adjudication, est signée par les déclarants. Elle suspend les effets de l'adjudication pendant un délai de trois mois.

Art. 3. — Avant l'expiration du délai fixé au deuxième alinéa de l'article 2, le ministère, gouvernement général, préfecture ou territoire compétent doit notifier sa décision définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au directeur des domaines à la requête duquel les biens, droits ou intérêts allemands ont été mis en adjudica-

tion et, le cas échéant, à la personne qui a porté la dernière enchère.

Dans les départements d'outre-mer seulement, s'il s'agit d'un immeuble, d'un droit immobilier, d'un fonds de commerce ou d'un droit au bail, la décision visée à l'alinéa précédent est, sous peine d'être considérée comme non avenue, appuyée de justifications attestant que l'acquisition par le service de l'Etat ou du département intéressé a été régulièrement autorisée par la commission de contrôle des opérations immobilières instituées par le décret du 2 novembre 1945.

Art. 4. — Dans le cas où le ministre, gouvernement général, département ou territoire intéressé opte définitivement pour l'acquisition des biens, droits et intérêts allemands mis en adjudication, l'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire est subrogé de plein droit au dernier enchérisseur ou, s'il n'y a pas eu de tiers enchérisseur déclaré lui-même directement et rétroactivement adjudicataire des biens vendus, à charge par le service cessionnaire de verser le prix fixé à l'administration des domaines.

La mutation au profit de l'Etat, du gouvernement général, du département ou du territoire résulte d'une nouvelle déclaration inscrite au pied du procès-verbal d'adjudication et signé du directeur des domaines compétent. Une copie de la décision ministérielle, gubernatoriale ou préfectorale décidant l'acquisition est en outre annexée au procès-verbal.

Art. 5. — Si, nonobstant la déclaration faite lors de l'adjudication, l'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire renonce à exercer son droit de préférence, ou à défaut de décision définitive intervenue dans le délai prévu à l'article 2 l'adjudication prononcée au profit du dernier enchérisseur comporte tous ses effets. Une déclaration signée du directeur des domaines compétent est inscrite au procès-verbal d'adjudication pour constater que la vente est devenue définitive.

Lorsque l'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire renonce à l'enchère qu'il a portée, au moment de la première adjudication ou lorsqu'aucune enchère ne s'est produite, les biens sont remis en vente et l'Etat, le gouvernement général, le département ou le territoire ne peut plus user, lors de la nouvelle adjudication, du droit que lui confère l'article 6 du décret n° 48-766 du 24 avril 1948.

Art. 6. — Le droit de préférence réservé à l'Etat, au gouvernement général, au département ou au territoire ne pourra s'exercer en aucun cas sur les biens, droits et intérêts allemands qui auront été déjà aliénés lors de la publication du présent décret.

Art. 7. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* des groupes de territoires et territoires d'outre-mer et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 novembre 1948.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

Le ministre de l'intérieur,
JULES MOCH.

Le secrétaire d'Etat aux Finances
et aux affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

ARRÊTÉ n° 100 a.p.a., promulguant des actes du pouvoir central.

(Du 24 janvier 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1^o l'arrêté ministériel du 26 novembre 1948 portant fixation de l'heure légale dans les territoires de la France d'outre-mer (J.O. R.F. du 5 décembre 1948, page 11839) ;

2^o le décret n° 48-1873 du 6 décembre 1948 modifiant l'article 6 du décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies (J.O.R.F. du 10 décembre 1948, page 12041).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

Fixation de l'heure légale dans les territoires de la France d'outre-mer.

Par arrêté en date du 26 novembre 1948, l'heure légale dans les territoires de la France d'outre-mer est fixée de la façon suivante :

1^o En Nouvelle-Calédonie et dépendances, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure de temps moyen du méridien de Greenwich, avancée d'onze heures en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de douze heures en ce qui concerne les îles Wallis et Futuna ;

2^o Dans les établissements français d'Océanie, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure de temps moyen du méridien de Greenwich retardée de dix heures ;

3^o Dans les établissements français de l'Inde, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure du méridien de Greenwich avancée de cinq heures trente minutes ;

4^o A Madagascar et dépendances, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure du temps moyen du méridien de Greenwich, avancée de trois heures en ce qui concerne les îles Kergelen, Saint-Paul et Amsterdam ;

5^o Dans le territoire du Cameroun français, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure du temps moyen du méridien de Greenwich avancée d'une heure ;

6^o Dans les îles Saint-Pierre et Miquelon, l'heure légale est, pendant toute l'année, l'heure du temps moyen du méridien de Greenwich retardée de quatre heures.

DÉCRET n° 48-1873 modifiant l'article 6 du décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

(Du 6 décembre 1948).

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Le deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 6 du décret n° 45-0157 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant :

« Toutefois, les militaires servant hors de leur territoire d'origine reçoivent un supplément fixé au taux journalier ci-après :

« Aspirant.....	18 F.
« Adjudant-chef.....	18
« Adjudant.....	18
« Sergent-major.....	15
« Sergent-chef.....	15
« Sergent.....	15
« Caporal-chef.....	12
« Caporal.....	12
« Soldat de 1 ^{re} classe.....	9
« Soldat de 2 ^e classe.....	9 ».

Art. 2.— Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de la défense nationale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} octobre 1947 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1948.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de la France
d'outre-mer,

PAUL COSTE-FLORET.

Le ministre de la défense nationale,
PAUL RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques
MAURICE-PETSCHÉ.

Textes officiels publiés à titre d'information.

LOI n° 47-520 relative à diverses dispositions d'ordre financier.

(Du 21 mars 1947.)

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

Art. 29. — Pour l'exécution de l'accord du 14 janvier 1946, concernant les réparations à recevoir de l'Allemagne, il est

procédé par l'administration des domaines, conformément à la compétence qu'elle a reçue de l'article 1^{er} de la loi validée du 5 octobre 1940, à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

Art. 30. — Sont exclus de l'application de la disposition qui précède les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands qui, au 1^{er} janvier 1946, avaient obtenu des autorités compétentes une autorisation régulière et permanente de résider sur le territoire français ou sur le territoire d'une nation alliée, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique.

Dans le cas où l'autorisation de résidence sur le territoire français prévue à l'alinéa précédent aura été accordée après le 1^{er} janvier 1946 et avant le 30 juin 1947, les bénéficiaires de cette autorisation, ou leurs établissements, pourront obtenir la restitution, soit du produit net de la liquidation de leurs avoirs, soit de ces avoirs eux-mêmes, s'ils sont encore détenus en nature par l'administration des domaines, à la condition qu'ils en fassent la demande à cette administration avant le 31 décembre 1947.

Ne pourront en aucun cas bénéficier de la dérogation prévue aux deux premiers alinéas du présent article les sujets ennemis ayant séjourné pendant l'occupation sur le territoire français, qui auront suivi librement dans leur fuite les troupes d'occupation, ni les personnes nées allemandes qui auront acquis une autre nationalité et qui auront participé à l'effort de guerre ennemi.

Les frais de procédure, de régie ou autres débours exposés au cours de la gestion ou de la liquidation des biens allemands ne pourront, en aucun cas, être restitués.

Art. 31. — L'aliénation des avoirs allemands soumis aux mesures de liquidation sera effectuée par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, dans les conditions prévues pour les ventes des biens domaniaux.

Art. 32. — Lorsque les droits liquidés en application de la présente loi sont représentés par des titres négociables qui n'ont pu être appréhendés par l'administration des domaines, cette administration fera opposition tant auprès de l'établissement émetteur que du syndicat des agents de change de Paris, dans les conditions fixées par le décret du 26 mai 1940.

Nonobstant toutes dispositions contraires dudit décret et de la loi du 15 juin 1872, l'établissement émetteur est tenu d'émettre immédiatement, en remplacement du titre frappé d'opposition, un titre nouveau portant un numéro différent et conférant au porteur tous les droits attachés aux titres de la même catégorie.

Les porteurs éventuels de titres frappés d'opposition en application de la présente loi, qui les auraient acquis antérieurement à l'insertion au *Bulletin des oppositions*, et qui entendraient faire valoir les droits attachés à cette possession, auront à justifier des conditions de leur acquisition auprès de l'administration des domaines dans le délai de deux ans à compter de la date d'opposition. Passé ce délai, les tiers porteurs seront déchus de tous leurs droits.

L'administration des domaines aura le choix, pour indemniser les ayants droit, entre la remise d'un nombre égal de titres de remplacement et le paiement d'une indemnité dont le montant sera égal à la valeur des titres disparus à la date de la publication de l'opposition au *Bulletin des oppositions*.

Art. 33. — L'Etat pourra, à tout moment, se rendre acquéreur des biens mobiliers et immobiliers mis en liquidation.

Les conditions d'exercice de ce droit seront fixées par décret pris sur le rapport motivé du ministre des finances.

Art. 34. — Sous réserve des dispositions de l'article 30, les biens, droits et intérêts allemands liquidés par application des dispositions qui précèdent ne pourront redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand.

Toutes opérations ayant pour but ou pour effet de contrevenir directement ou indirectement à cette disposition seront nulles de plein droit.

Leurs auteurs seront passibles d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende dont le minimum sera de 6.000 F et qui pourra s'élever au double de la valeur de l'actif liquidé ou de l'une de ces peines, celles-ci pouvant être doublées en cas de récidive.

Art. 35. — Les ressortissants français et, sous réserve d'un régime de réciprocité, ceux des nations alliées, titulaires de créances chirographaires sur des personnes privées ennemies, seront admis à faire valoir leurs droits auprès du directeur des domaines du département dans lequel était situé, soit le domicile ou la résidence du débiteur, soit, à défaut de domicile ou de résidence en France, le lieu de son principal établissement sur le territoire français.

Seules seront prises en considération les créances chirographaires qui, nés en France, résultent soit d'obligations non contractuelles, soit d'obligations contractuelles antérieures au 5 octobre 1944 ou à la date de la libération du territoire si elle est postérieure. En ce qui concerne les obligations contractuelles, la preuve sera rapportée conformément à la législation applicable en France, nonobstant toutes clauses contraires, ou par la production de comptabilité régulièrement tenue en France.

La déclaration du créancier devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi. Ce délai sera de rigueur.

Art. 36. — Les dispositions de l'article 35 concernant les créances chirographaires peuvent être étendues, en vertu d'accords internationaux de réciprocité, aux ressortissants de pays autres que ceux visés audit article, lorsqu'il sera établi que le débiteur allemand ne possède pas de biens hors de France.

Art. 37. — Les créances assorties de sûretés réelles grevant certains avoirs allemands seront remboursées sur le produit de la liquidation de ces avoirs, sous la condition que la déclaration du créancier intervienne avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 38. — Les créanciers chirographaires, hypothécaires ou privilégiés pourront être remboursés avant l'exigibilité de leurs créances, nonobstant toutes clauses contraires.

Art. 39. — Est nul tout acte à titre onéreux ou gratuit entre vifs ou testamentaire accompli, soit directement, soit par personne interposée, ou tout autre moyen indirect, ayant pour but de soustraire des biens aux mesures de liquidation prescrites par la présente loi. La présomption édictée par l'article 8 de l'ordonnance du 5 octobre 1944, relative au séquestre des biens ennemis, est applicable aux biens à liquider.

L'annulation est prononcée par ordonnance du président du tribunal civil, statuant dans la forme des référés, à la requête du ministère public, sur le rapport du directeur des domaines.

Dans le cas de contrat à titre onéreux, le prix n'est restitué que dans la mesure où il a été effectivement versé, sans préjudice des sanctions prévues par d'autres dispositions législatives.

Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions qui précèdent seront punies des peines portées à l'article 11 de l'ordonnance précitée du 5 octobre 1944.

Art. 40. — Le produit des liquidations, net d'impôts arriérés, privilèges, frais de gestion ou de toutes autres charges, sera encaissé au profit du Trésor.

Art. 41. — Les articles 29 à 40 sont applicables à l'Algérie.

Des décrets en fixeront les conditions d'application dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 mars 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

PAUL RAMADIER.

Le ministre des finances

SCHUMAN.

DÉCRET n° 48-1357 modifiant le décret du 26 juillet 1946 fixant le statut du personnel des services scientifiques de l'office de la recherche scientifique coloniale dans les territoires d'outre-mer.

(Du 25 août 1948.)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 7 (alinéa 1^{er}) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet desquelles sont provisoirement maintenus en application les actes dits loi n° 550 du 11 octobre 1943 portant création de l'office de la recherche scientifique coloniale et décret du 14 octobre 1943 portant règlement sur le fonctionnement de cet office;

Vu le décret n° 46-1705 du 26 juillet 1946 fixant le statut du personnel des services de l'office de la recherche scientifique coloniale,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions édictées aux articles 14 et 15 du décret susvisé sont modifiées comme suit :

« Art. 14. — Les bourses de première catégorie sont destinées à permettre aux élèves réguliers des centres de formation de l'office de la recherche scientifique coloniale, candidats au cadre général, d'acquérir la formation scientifique spécialisée requise pour l'obtention du diplôme prévu à l'article 17.

« Les bourses de première catégorie sont accordées pour deux ans sur proposition du jury prévu à l'article 18. Elles peuvent être renouvelées pour un an à l'expiration de la deuxième année d'études pour les candidats dont la formation est jugée insuffisante.

« Les élèves réguliers des centres de formation de l'office de la recherche scientifique coloniale sont choisis parmi :

« Les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique ;

« Les anciens élèves de l'école normale supérieure pourvus de l'agrégation ;

« Les élèves de l'institut national agronomique ayant terminé leur deuxième année d'études et admissibles en troisième année (de spécialisation) qu'ils accomplissent ainsi dans les enseignements communs à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale et à l'office de la recherche scientifique coloniale ;

« Les ingénieurs diplômés des écoles suivantes :

« Ecole nationale supérieure des mines de Paris ou de Saint-Etienne ;

« Ecole nationale des ponts et chaussées ;

« Ecole centrale des arts et manufactures ;

« Ecole nationale supérieure de chimie de Paris ;

« Ecole nationale supérieure des industries chimiques de Nancy ;

« Ecole nationale supérieure de géologie appliquée et de prospection minière de Nancy ;

« Ecole nationale supérieure d'électro-technique et d'hydraulique de Grenoble ;

« Ecole nationale supérieure d'électrochimie et d'électrometallurgie de Grenoble ;

« Ecole nationale supérieure du pétrole et des combustibles ;

« Ecole supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines (section mines) ;

« Ecole supérieure des télécommunications ;

« Ecole supérieure d'application des industries navales ;

« Ecole supérieure d'électricité ;

« Institut national agronomique ;

« Ecoles nationales d'agriculture (s'ils sont sortis dans le premier quart de leur promotion ou s'ils sont pourvus de deux certificats d'études supérieures, compris dans la liste fixée par le directeur de l'office de la recherche scientifique coloniale) ;

« Les titulaires d'une licence donnant accès au doctorat d'Etat ou de deux licences libres ;

« Les docteurs en médecine et vétérinaires ;

« Les pharmaciens diplômés titulaires de deux certificats d'études supérieures ;

« Les boursiers de deuxième catégorie dont la formation est jugée suffisante par le jury prévu à l'article 18.

Bourse de deuxième catégorie.

« Art. 15. — Les bourses de deuxième catégorie sont destinées à parfaire la formation scientifique générale de certains candidats à une bourse de première catégorie. Elles sont accordées pour un an et peuvent exceptionnellement être renouvelées pour une année supplémentaire si la formation du candidat est jugée insuffisante.

« Les boursiers de deuxième catégorie sont choisis parmi les anciens élèves diplômés des écoles ci-après :

« Ecoles nationales d'agriculture ;

« Ecole coloniale d'agriculture de Tunis ;

« Ecole municipale de physique et de chimie industrielle de Paris ;

« Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie ;

« Institut d'optique théorique et appliquée ;

« Ecole nationale d'horticulture ;

« Ecole nationale des industries agricoles ;

« Instituts agricoles de Nancy et de Toulouse ;
 « Institut agricole de Lille ;
 « Institut de chimie appliquée de Lille ;
 « Institut de mécanique des fluides de Lille ;
 « Institut électromécanique de Lille ;
 « Institut industriel du Nord de la France ;
 « Institut des sciences géologiques de Strasbourg ;
 « Institut de chimie de Lyon ;
 « Ecole centrale lyonnaise ;
 « Ecoles techniques des mines d'Alès et de Douai ;
 « Ecole d'ingénieurs de Marseille ;
 « Institut polytechnique de l'Ouest ;
 « Instituts agricoles de Beauvais, Angers, Purpan ;
 « Instituts de chimie de Toulouse et de Montpellier ;
 « Institut d'hygiène et de médecine coloniale de l'Afrique du Nord ;
 « Ecoles nationales des arts et métiers de Paris, Aix-en-Provence, Angers, Chalons-sur-Marne, Cluny, Lille, ainsi que l'école libre des arts et métiers de Lille ;
 « Les instituts de médecine coloniale des facultés de médecine de Paris, Marseille et Bordeaux ;
 « Les boursiers de deuxième catégorie peuvent également être choisis parmi les élèves des facultés possédant au moins deux certificats d'études supérieures ».

Art. 2.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 août 1948.

ANDRÉ MARIE.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil, chargé de la fonction publique
et de la réforme administrative,*

JEAN BIONDI.

Administration générale des colonies.

Par arrêté du 17 novembre 1948, sont inscrits au tableau d'avancement du 1^{er} juillet 1948 du personnel du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine :

Pour la 1^{re} classe du grade de sous-chef de bureau :

M. Hintze (François-Emile).

Par arrêté du 17 novembre 1948, sont promus dans le cadre de l'administration générale des colonies autres que l'Indochine, pour compter du 1^{er} juillet 1948 :

Sous-chefs de bureau de 1^{re} classe :

M. Hintze (François-Emile) (rappels conservés pour services militaires : 2 mois).

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 113 e., attribuant au Service local les soldes créditeurs de liquidation de la déshérence.

(Du 28 janvier 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 27 janvier 1855, concernant les Successions et biens vacants et la déshérence, ensemble l'arrêté ministériel du 20 juin 1864 sur la comptabilité de ce service ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enregistrement et l'avis conforme de M. le Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont définitivement imputés au budget local les soldes créditeurs des liquidations de la déshérence atteintes par la prescription trentenaire, au cours de l'année 1948, suivant état ci-annexé, arrêté au total de : *Trente-huit mille huit cent quatre-vingt-seize francs dix centimes* (38.896,10).

Art. 2.— Le Secrétaire Général, le Trésorier-Payeur et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 118 f.c., ouvrant un douzième provisoire en recettes et en dépenses pour le budget local du mois de janvier de l'exercice 1949.

(Du 28 janvier 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 68 ;

Vu l'article 10 des instructions du 25 août 1866 pour l'application du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 et notamment les articles 24 et 39 ;

Vu la délibération du 21 décembre 1948 de l'Assemblée Représentative ;

Le conseil privé entendu en sa séance du 28 janvier 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont ouverts au budget local de l'exercice 1949, pour le mois de janvier, tant en recettes qu'en dépenses ordinaires des crédits s'élevant à la somme de *neuf millions cinq cent soixante et un mille trois cent trente-trois francs* (9.561.333 frs) sous forme d'un douzième provisoire, conforme en recettes et en dépenses au budget de l'exercice 1948.

Art. 2.— Les crédits ci-dessus mentionnés se répartissent comme suit :

RECETTES ORDINAIRES

Chap. 1 ^{er} .— Impôts perçus sur rôles	253.166 »
» 2.— Contributions perçues sur liquidations.	6.625.667 »
» 3.— Produits des exploitations industrielles.	1.116.500 »

» 4.- Produits perçus sur ordres de recettes.	4 259.334 »
» 5.- Prélèvements ordinaires sur la caisse de réserve	»
» 6.- Recettes des exercices antérieurs.....	306.666 »
Total.....	9.561 333 »

DÉPENSES ORDINAIRES

Chap. 1 ^{er} .- Dettes exigibles.....	151.916 »
» 2.- Gouvernement : dépenses de personnel.	188.166 »
» 3.- — dépenses de matériel..	93 586 »
» 4.- Services d'Administration Générale : dépenses de personnel.	4 444.750 »
» 5.- — dépenses de matériel..	211.750 »
» 6.- Services financiers : dépenses de personnel.	472.333 »
» 7.- — dépenses de matériel..	71.916 »
» 8.- Dépenses des exploitations industrielles : dépenses de personnel.	852.917 »
» 9.- — salaires d'ouvriers, main-d'œuvre... ..	703.167 »
» 10.- — matériel.....	1.192.917 »
» 11.- Services d'intérêt social et économique : dépenses de personnel.	2.279 500 »
» 12.- — dépenses de matériel..	1.433.417 »
» 13.- Dépenses diverses : personnel.....	21.250 »
» 14.- — : matériel.....	424.750 »
» 15.- Fonds secrets.....	2 083 »
» 16.- Dépenses imprévues	16 916 »
Total.....	9.561.333 »

Ce budget est rendu exécutoire.

Art. 3.— Le Chef du Service des Finances et de la Comptabilité, ordonnateur-délégué, et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

DÉCISION n° 130 i.p., fixant la date de l'examen du Brevet élémentaire (2^e session 1948-1949) à Papeete.

(Du 31 janvier 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i.p. du 9 février 1938 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les épreuves de la 2^e session du Brevet élémentaire métropolitain, année scolaire 1948-1949, se dérouleront à l'École Paofai à partir du jeudi 24 février 1949 à 07 heures.

Art. 2. — Les demandes d'inscription devront parvenir au Bureau de l'Enseignement 8 jours avant la date fixée pour l'examen.

Peuvent se présenter à la 2^e session :

1^o) les candidats qui, s'étant présentés à la 1^{re}, ont obtenu au moins le tiers du maximum des points pour l'ensemble des épreuves écrites ;

2^o) ceux qui n'ont pu se présenter à la première session par

suite d'un cas de force majeure laissé à l'appréciation du Gouverneur.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 132 t.g. ouvrant à la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu, divers lagons et fractions de lagons des Tuamotu.

(Du 31 janvier 1949).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par le décret du 26 mars 1919 ;

Vu l'arrêté du 27 mars 1929 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative en date du 10 décembre 1948 et celle du 19 janvier 1949, modifiant la précédente,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont ouverts à la pêche des huîtres nacrées et perlières, par plongeurs à nu, à compter du 1^{er} avril 1949 et pour une durée de trois mois, les lagons ou fractions de lagons suivants :

Hikueru : 1^{er} secteur.

Takaroa : 1^{er} secteur.

Takume : 2^e secteur.

Taenga : lagon entier.

Nihiru : lagon entier.

Art. 2. — La dimension des huîtres pêchées ne devra pas être inférieure à 12 centimètres, mesure prise à l'extérieur suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes de la coquille.

Art. 3. — La pêche sera soumise à la réglementation en vigueur, telle qu'elle est établie par les textes susvisés.

Art. 4. — Le Chef de la Circonscription des Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié, partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 133 t.g., divisant le lagon de Takapoto, (Tuamotu), en deux secteurs en ce qui concerne la pêche des huîtres nacrées et perlières.

(Du 31 janvier 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par le décret du 26 mars 1919 ;

Vu l'arrêté n° 179 a.p.e. du 1^{er} mars 1940 divisant en secteurs certains lagons nacrés des Tuamotu ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative, en date du 10 décembre 1948,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le lagon de Takapoto est divisé en deux secteurs en ce qui concerne la pêche des huîtres nacrées et perlières :

1^{er} secteur : du nord de l'île jusqu'à une ligne allant de Papatagaroa (est), à la limite qui sépare les terres Otehinano et Okohe (ouest).

2^e secteur : de la ligne précédente jusqu'à la pointe sud de l'île.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 134 d., *fixant le taux des frais de régie du Service des Douanes à prélever sur le produit brut de l'Octroi de mer pendant l'année 1949.*

(Du 31 janvier 1949)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 11 mars 1897, fixant le mode d'assiette de perception et de répartition des droits d'Octroi de mer dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 17 avril 1940 modifiant le mode de répartition de l'Octroi de mer et particulièrement l'article 5 (nouveau) de ce décret ;

Sur le rapport du Chef du Service des Douanes ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 21 janvier 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le taux prévu par l'article 5 (nouveau) paragraphe 1^{er} du décret du 17 avril 1940 est fixé pour l'année 1949 à 21 % (vingt-et-un pour cent).

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 141 a.p.a., *admettant les nommés Lisfa Lui Sing c.i. n° 6822 et Nui Fou dit Alphonse c.i. n° 6099 à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.*

(Du 2 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la Colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée ;

Vu l'avis émis par la Commission de surveillance des prisons ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les nommés ci-après, détenus à la prison coloniale de Papeete, sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle :

1^o) Lisfa Lui Sing c.i. n° 6822,

2^o) Nui Fou dit Alphonse c.i. n° 6099, condamnés par arrêt du Tribunal Criminel de Papeete, le 3 mars 1948, à 18 mois de prison pour corruption.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté et pourront y être laissés jusqu'à l'expiration de leur peine.

Art. 2. — Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le Chef du Service de la Sûreté. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3. — Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, les nommés Lisfa Lui Sing c.i. n° 6822, Nui Fou dit Alphonse c.i. n° 6099 seront réintégrés à la prison pour toute la durée de leur peine non écoulee au moment de leur libération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1949.

MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 142 a.p.a.

(Du 2 février 1949.)

Par arrêté du Gouverneur, les nommés ci-après, détenus à la prison coloniale de Papeete, sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, à compter du 1^{er} mars 1949 :

1^o) Woun Lou Moo Fat c.i. n° 6147,

2^o) Hop Lip Edouard,

3^o) Pong Loi Sui Sing c.i. n° 6647,

condamnés par arrêt du Tribunal Criminel de Papeete, le 3 mars 1948, à 18 mois de prison, pour corruption.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 143 tr., *agréant la désignation de M. Guilbert (Lucien) pour gérer la Trésorerie des Établissements français de l'Océanie au nom du Trésorier-Payeur, pendant l'absence de ce dernier.*

(Du 3 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales ;

Vu la décision n° 121 c., du 29 janvier 1949 accordant à M. Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie, un congé administratif d'un an à passer en France ;

Vu la lettre du Trésorier-Payeur n° 230/26 du 1^{er} février 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est agréée la proposition faite par M. Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie, à l'effet de confier, sous son autorité, son entière responsabilité, pendant son absence, la direction des services de la Trésorerie et la gestion des différentes affaires s'y rattachant à M. Lucien Guilbert, Payeur de 2^e classe de la Trésorerie, son premier fondé de pouvoirs ainsi qu'il résulte d'un acte du 21 juin 1946 passé devant M^e Dubouch, Notaire à Papeete.

M. Guilbert (Lucien) sera par ailleurs, secondé par M. Marcillac (Léon), Commis principal de 2^e classe et deuxième fondé de pouvoirs.

Papeete, le 3 février 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 147 t.g., ouvrant à la pêche des huitres nacrées et perlières, par plongeurs à nu, le 2^e secteur du lagon de Takapoto.

(Du 4 février 1949).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, réglementant la pêche des huitres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par le décret du 26 mars 1919 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 1904, réglementant la taille des nacrées ;

Vu l'arrêté du 27 mars 1929 réglementant la pêche des huitres nacrées et perlières par plongeurs à nu dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 133 t.g. du 31 janvier 1949, divisant à nouveau le lagon de Takapoto en deux secteurs de plongée ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative en date du 10 décembre 1948 et celle du 19 janvier 1949, modifiant la précédente,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le 2^e secteur du lagon de Takapoto est ouvert à la pêche des huitres nacrées et perlières, par plongeurs à nu, pour une durée de trois mois, à compter du 1^{er} avril 1949.

Art. 2. — La dimension des nacrées pêchées ne devra pas être inférieure à celle déterminée par l'article 3 de l'arrêté du 1^{er} juillet 1904, précité. Cette dimension sera d'au moins 8 centimètres, mesure prise à l'extérieur de la coquille et suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes.

Art. 3. — La pêche sera soumise à la réglementation en vigueur, telle qu'elle est établie par les textes susvisés.

Art. 4. — Le Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 février 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 151 co., rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 5 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 31 août 1945 instituant une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative du 18 mars 1948 approuvée par télégramme n° 50011 du 19 janvier 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1949 la délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, en date du 18 mars 1948 concernant la majoration du taux de la taxe sur les chiens.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 février 1949.

P. MAESTRACCI.

DÉLIBÉRATION

de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant le tarif de la taxe sur les chiens.

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, siégeant conformément aux dispositions du décret n° 46-2379 du 26 octobre 1946, article 34, paragraphe 25 et du décret du 16 juin 1892, a, dans sa séance du 18 mars 1948, adopté la délibération dont la teneur suit :

Chiens

Article 1^{er}. — L'article 2 du décret du 16 juin 1892 modifié par décret du 31 janvier 1928, par arrêté du 29 décembre 1928 et par délibération de l'Assemblée Représentative du 19 décembre 1946 est à nouveau modifié et rédigé comme suit :

« Art. 2. — La taxe ne peut être inférieure à 50 francs ni supérieure à 200 francs.

Elle portera sur les chiens de toutes catégories à l'exception des chiens ratiers. Le nombre de chiens exonérés ne pourra dépasser 5 par propriétaire.

La qualification de chiens ratiers "sera attribuée" : pour Tahiti, par certificat spécial établi par le Président de la Chambre d'Agriculture en accord avec le Vétérinaire du Service local ou à défaut le Pharmacien de l'Hôpital ; pour les autres îles, par certificat spécial établi, à défaut des personnes désignées ci-dessus, par l'Administrateur ou l'Agent spécial, assisté du Chef de district. Chaque examen devra donner lieu à des essais probants des qualités ratières de l'animal. Le certificat appuyé d'un rapport constatant ces qualités sera adressé au Chef du Service des Contributions qui décidera s'il y a lieu d'accorder l'exonération.

Il sera perçu à l'occasion de ces examens une taxe de 20 francs par animal examiné quel qu'en soit le résultat. Cette taxe sera perçue au profit des deux examinateurs. »

Art. 2. — Pour les districts non érigés en Commune, la taxe sera perçue sur la base du tarif minimum.

L'un des secrétaires,

J. MILLAUD.

Le Président,

J. QUESNOT.

ARRÊTÉ n° 156 f.c., nommant un régisseur des dépenses de salaires et fixant le maximum des avances.

(Du 7 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies modifié par le décret du 26 août 1944;

Vu l'arrêté n° 1546 s.g. du 30 décembre 1947 sur la comptabilité des services administratifs du territoire;

Vu la décision n° 1553 f.c. du 30 décembre 1948 nommant un régisseur de dépenses des salaires,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Langomazino (Luc), commis principal des Contributions directes, est nommé provisoirement régisseur des dépenses de salaires d'ouvriers des Travaux Publics en remplacement de M. Georges Leboucher, commis de 7^e classe des Affaires administratives, qui est réaffecté au Service des Finances et de la Comptabilité.

Art. 2. — M. Luc Langomazino, régisseur-comptable pour le paiement des salaires des ouvriers des Travaux Publics percevra l'indemnité de billettage dans les conditions fixées par l'arrêté n° 200 s.g. du 6 mars 1944, savoir :

1°) un franc pour mille sur le montant des sommes payées lorsque le paiement est effectué sur feuilles d'attachement en dehors du bureau, sur les lieux ou à proximité des lieux d'exécution des travaux;

2°) Soixante centimes (0,60) pour mille dans tous les autres cas.

L'indemnité pouvant être payée ne pourra excéder *trois mille francs* (3.000 frs) l'an.

Art. 3. — Le montant maximum des avances qui pourront être consenties ne pourra excéder *neuf cent mille francs* (900.000 frs) pour chaque quinzaine.

Art. 4. — Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 7 février 1949.

P. MAESTRACCI.

DÉCISION n° 163 d., nommant M. Atger Albert (père) Contrôleur de la vanille verte pour les îles Tahiti et Moorea.

(Du 7 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1015 d. du 5 août 1948 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu la décision n° 265 du 8 mars 1947 fixant l'indemnité attribuée aux Contrôleurs de la vanille verte;

Vu la décision n° 121 d. du 27 janvier 1948 nommant des experts en vanille et des contrôleurs de la vanille verte;

Vu le choix fait par la Chambre de Commerce;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions, Président de la Commission d'expertise de la vanille,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est nommé à compter du 1^{er} février 1949, Contrôleur de la vanille verte pour les îles Tahiti et Moorea, M. Atger Albert (père).

Pour l'exécution de son service il sera placé sous l'autorité directe du Président de la Commission d'expertise de la vanille.

Art. 2. — Le Président de la Commission lui indiquera les ventes aux enchères auxquelles il devra se rendre.

Les attributions de M. Atger seront celles prévues pour les agents de contrôle à l'article 8 de l'arrêté 1015 d. du 5 août 1948.

Art. 3. — M. Atger Albert (père) sera ou transporté par les soins de l'Administration ou remboursé des frais de transport effectivement engagés par lui.

Il lui sera attribué pour chacun des contrôles effectués une indemnité de 200 francs par vacation d'une journée, toute journée commencée étant due.

De plus il bénéficiera d'une indemnité de déplacement en 2^e catégorie, au vu des feuilles de route réglementaires qui lui seront délivrées pour chaque déplacement.

Ces vacations et indemnités seront payées mensuellement au vu d'états certifiés par le Président de la Commission d'expertise de la vanille.

Art. 4. — Avant d'entrer en fonctions, M. Atger Albert (père) prêterait serment devant le Tribunal de 1^{re} instance de Papeete. Il sera habilité à verbaliser en matière de contraventions aux règlements sur la vanille.

Art. 5. — Le Chef du Service des Douanes et Contributions, Président de la Commission d'expertise de la vanille, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 février 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 164 s.g., modifiant provisoirement l'arrêté n° 1208 a.p.a. du 20 septembre 1948 portant convocation de la commission permanente de l'Assemblée Représentative.

(Du 8 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu les articles 24, 30 et 51 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté n° 1208 a.p.a., du 20 septembre 1948, convoquant la commission permanente de l'Assemblée Représentative;

Vu l'importance des affaires soumises à l'examen de l'Assemblée Représentative,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La commission permanente de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie se réunira en session, exceptionnellement, les deuxièmes Mardi et Mercredi, au lieu des premiers Mardi et Mercredi, pour le mois de Février 1949.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 février 1949.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 165 d.c.s., portant modification à l'arrêté n° 76 d.c.s. du 18 janvier 1949.

(Du 8 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 76 d.c.s. du 18 janvier 1949 établissant l'indemnité représentative de la ration de vivres aux militaires à solde mensuelle et journalière (Européens et Originaires) au 1^{er} janvier 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 2 de l'arrêté n° 76 d.c.s. du 18 janvier 1949 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit, pour compter du 1^{er} février 1949 :

« Art. 2. —

Prix de revient de la ration de vin 41,15 F.M.
— de la ration journalière 204,20 F.M. ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 février 1949.

P. MAESTRACCI.

DÉCISION n° 179 a.e., portant modification de la composition de la commission de répartition des devises créée par décision 1398 a.e. du 17 novembre 1948.

(Du 11 février 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision 1398 a.e. du 17 novembre 1948 sur la commission de répartition des devises ;

Sur la proposition du Chef du Service des Affaires Economiques,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La composition de la commission de répartition des devises entre les importateurs est fixée comme suit, pour compter du 11 février 1949 :

Le Chef du Service des Affaires Economiques,	Président ;
Le Délégué de l'Assemblée Représentative,	Membre ;
Le Délégué du Conseil municipal de Papeete,	—
Le Président de la Chambre de Commerce ou son suppléant,	—
Le Représentant de l'Union Patronale, choisi par le Gouverneur sur une liste de trois candidats présentée par le Président de cette association,	—
Le Représentant du Syndicat des Importateurs, choisi par le Gouverneur sur une liste de trois candidats présentée par le Président de ce syndicat,	—
Le Représentant des patentés anciens combattants,	—
Le Représentant de l'Union des Syndicats Tahitiens,	—
Le Représentant des Sociétés Coopératives,	—
Un importateur non syndiqué, choisi par le Gouverneur sur une liste de trois candidats présentée par le Président de la Chambre de Commerce,	—
Le Chef du bureau des Affaires Economiques,	Secrétaire.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 février 1949.

P. MAESTRACCI.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 98 co., du 22 janvier 1949, J.O. des E.F.O. du 31 janvier 1949, page 51, 4^e alinéa.

au lieu de :

Attendu que le budget des recettes et des dépenses des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1948) a été délibéré et voté par l'Assemblée Représentative au cours de sa session close le 4 novembre 1947, puis arrêté en Conseil Privé dans sa séance du 8 octobre 1947 ;

lire :

Vu l'arrêté municipal n° 31 du 11 septembre 1947 créant une taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu l'arrêté municipal n° 32 du 11 septembre 1947 instituant une taxe de déversement à l'égout ;

Vu l'arrêté n° 1275 a.g.f. du 30 octobre 1947 relatif à la perception de certaines taxes communales ;

Le reste sans changement.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — Par arrêté n° 117 du 28 janvier 1949. — Est inscrit au tableau d'avancement de l'année 1949, pour la 1^{re} classe de son grade M. Passard (René), conducteur principal de 2^e classe.

2. — Par arrêté n° 119 du 28 janvier 1949. — Sont inscrits au tableau d'avancement de l'année 1949, les agents du cadre local des "agents des affaires administratives", dont les noms suivent ;

Pour la 4^e classe du grade de commis principal ;

M. Leboucher (Roland) ;

Pour la 1^{re} classe du grade de commis :

M^{mes} Ferrand née Dauphin (Albertine), Lucas née Bonnet (Rose) ;

Pour la 3^e classe du grade de commis :

M. Tauru Tauraa Atua ;

Pour la 4^e classe du grade de commis :

M^{me} Frogier née Fougerousse (Antoinette) ;

Pour la 6^e classe du grade de commis :

M^{me} Brémond née Bourbigot (Jeanne), M.M. Haereraaroa (Albert), Teriierooiterai (Victor) ;

Pour la 7^e classe du grade de commis :

M^{lle} Passard (Suzanne), M^{me} Erickson née Cérans-Jérusalémy (Madeleine) ;

Pour la 9^e classe du grade de commis :

M.M. Leboucher (René), Martin (John).

3. — Par arrêté n° 120 du 29 janvier 1949. — Sont promus pour compter du 1^{er} février 1949, au titre de l'ancienneté et de la solde, à la 4^e classe du grade d'infirmière :

M^{mes} Vernaoudon née Villierme (Marthe) et Huiotu (Uerii), infirmières de 5^e classe.

4. — *Par décision n° 121 du 29 janvier 1949.* — Un congé administratif d'un an, pour en jouir en France, est accordé à M. Liauzun (Jean), trésorier-payeur des établissements français de l'Océanie.

Ce congé courra du jour de son débarquement en France.

Seront accordées à M. Liauzun, sur première occasion maritime pour France :

1°/ une réquisition de passage en 1^{re} classe (1^{re} catégorie B), pour lui-même, son épouse, née Fougrousse, et ses deux enfants âgés de 7 et 5 ans ;

2°/ une réquisition de passage gratuit en 6^e catégorie, en faveur de sa domestique M^{me} Ferragu.

5. — *Par décision n° 122 du 29 janvier 1949.* — Un congé administratif d'un an, pour en jouir en France, puis au Maroc, est accordé à M. Doucet (Paul), aide-géomètre principal hors-classe du service topographique des E.F.O.

Ce congé courra du jour de son débarquement en France.

Une réquisition de passage en 3^e catégorie sera délivrée à M. Doucet (Paul) qu'accompagneront son épouse, née Lequerré (Magdeleine), et ses deux enfants âgés de 13 et 12 ans.

6. — *Par arrêté n° 123 du 29 janvier 1949.* — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1949, aux classes ci-après indiquées, les agents figurant au tableau ci-annexé :

TABLEAU

annexé à l'arrêté n° 123/CAB de 29 janvier 1949.

NOMS, PRENOMS	CLASSEMENT au 1 ^{er} janvier 1949	OBSERVATIONS
M. Leboucher (Roland)	Commis ppal de 4 ^e classe	Reclassé au 1 ^{er} janvier 1949, en application des dispositions de l'article 10 de l'arrêté n° 604/C. du 28 juin 1946 : 1/ à la 5 ^e classe du grade de commis ppal - prélèvement de 6 mois sur les rappels pour services militaires accomplis au-delà de la durée légale. - 2/ à la 4 ^e classe de son grade - prélèvement de 1 an 6 mois sur R.S.M. M. Leboucher conserve un rappel pour services militaires de 2 ans 10 mois 14 jours.
M ^{me} Ferrand née Dauphin (Albertine)	Commis de 1 ^{re} cl.	Ancienneté épuisée.
M ^{me} Lucas née Bonnet (Rose)	Commis de 1 ^{re} cl.	Ancienneté civile conservée : 1 an.
M. Tauru Tauraa Atua	Commis de 3 ^e cl.	Ancienneté civile conservée : 1 an 8 mois.
M ^{me} Frogier née Fougrousse (Antoinette)	Commis de 4 ^e cl.	
M. Haereraaroa (Albert)	Commis de 6 ^e cl.	
M. Terrierooteraï (Victor)	Commis de 6 ^e cl.	Ancienneté civile conservée : 6 mois.
M ^{lle} Passard (Suzanne)	Commis de 7 ^e cl.	
M. Leboucher (René)	Commis de 9 ^e cl.	R.S.M. conservés : 2 ans.
M. Martin (John)	Commis de 9 ^e cl.	R.S.M. conservés : 5 ans 5 mois 15 jrs.

7. — *Par arrêté n° 124 du 29 janvier 1949.* — Est promu, pour compter du 1^{er} janvier 1949, à la 1^{re} classe de son grade, M. Passard (René), conducteur principal de 2^e classe du cadre local des travaux publics (R.S.M. conservé : 8 mois).

8. — *Par arrêté n° 125 du 29 janvier 1949.* — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1949, les agents auxiliaires figurant sur le tableau ci-annexé.

TABLEAU

annexé à la décision n° 125/CAB du 25 janvier 1949.

NOMS et PRENOMS SERVICES	PROMOTION AU 1 ^{er} JANVIER 1949		OBSERVATIONS
	Catégorie	Degré	
<i>Mission FIDES :</i>			
M ^{lle} Swenson (Hulda)	2 ^e	18 ^e	
<i>Secrétariat général :</i>			
M ^{me} Perry (Marguerite)	2 ^e	6 ^e	
M ^{me} Lagarde (Aurore)	2 ^e	14 ^e	
M. Juventin (Guy)	2 ^e	14 ^e	Reliquat S. M. : 2 mois 9 jours.
M ^{lle} Terrierooteraï (Marie)	3 ^e	17 ^e	
M ^{lle} Ratynassamy (Germaine)	2 ^e	20 ^e	
<i>Affaires économiques :</i>			
M. Malinowski (Christian)	2 ^e	13 ^e	Rappels S. M. cons. : 4 ans 6m. 7 jrs.
M. Ahran (Louis)	3 ^e	17 ^e	Ancienneté civile cons. : 6 mois.
M. Ferrand (Roger)	3 ^e	18 ^e	
<i>Trésor :</i>			
M ^{me} Bernardino (Simone)	2 ^e	14 ^e	
<i>Justice :</i>			
M ^{lle} Lambert (Marie)	2 ^e	5 ^e	
M. Tefaafana (Frédéric)	3 ^e	17 ^e	
M. Dexter (Warren)	2 ^e	14 ^e	
M. Tumataaroa (Albert)	3 ^e	9 ^e	Ancienneté civile cons. : 6 mois.
<i>Postes, télégraphes, téléphones :</i>			
M ^{me} Terorotua (Henriette)	3 ^e	11 ^e	
M ^{me} Scholermann (Tetuanui)	3 ^e	12 ^e	
M ^{lle} Reneteaud (Marcelle)	3 ^e	17 ^e	
<i>Enregistrement et Domaines :</i>			
M ^{lle} Alexandre (Eugénie)	3 ^e	23 ^e	
<i>Travaux publics :</i>			
M. Angot (Michel)	2 ^e	11 ^e	
M ^{me} Babo (Etienne) née Cler- ville	2 ^e	8 ^e	
M. Clark (Neadle)	2 ^e	7 ^e	
M ^{me} Hamblin (Mary)	2 ^e	18 ^e	
M. Hugon (Alfred)	2 ^e	13 ^e	
<i>Agriculture et élevage :</i>			
M. Drollet (Denis)	2 ^e	18 ^e	
M. Boosie (André)	3 ^e	19 ^e	Ancienneté conservée pour sces militaires : 5 ans ; ancienneté ci- vile conservée : 10 m.
<i>Douanes et contributions :</i>			
M. Lehartel (Armand)	3 ^e	16 ^e	
M. Tetutamaita a Aroita	2 ^e	7 ^e	
M ^{lle} Faremiro (Henriette)	3 ^e	19 ^e	Ancienneté civile cons. : 1 an.

NOMS et PRENOMS SERVICES	PROMOTION AU 1 ^{er} JANVIER 1949		OBSERVATIONS
	Catégorie	Degré	
<i>Santé et hygiène :</i>			
M ^{lle} Allain (Yvonne)	2 ^e	14 ^e	
M. Noble (Max) ^a	2 ^e	14 ^e	
M ^{me} Marbach (Suzanne)	2 ^e	23 ^e	
M. Alexandre (Georges)	3 ^e	18 ^e	
M. Tute Kenore	3 ^e	17 ^e	
M. Taumihau Fritz	3 ^e	19 ^e	
<i>Enseignement :</i>			
M ^{me} Holozet (Emilie)	2 ^e	14 ^e	
M ^{lle} Urautia (Timeri)	2 ^e	16 ^e	
M ^{me} Richmond (Stella)	2 ^e	18 ^e	
M ^{me} Faarua (Teraiharuru)	2 ^e	18 ^e	
M. Terorotua (Albert)	2 ^e	19 ^e	
M ^{me} Marcantoni (Marie-Louise)	3 ^e	14 ^e	
M. Temarii (Lucien)	2 ^e	15 ^e	Reclassement en 2 ^e cat. (B.M.)
M. Teinaore (Tere)	3 ^e	19 ^e	
M ^{lle} Roapamoa (Odile)	3 ^e	21 ^e	
M. Tehio Nati	3 ^e	22 ^e	
M ^{lle} Capriata (Marianne)	3 ^e	21 ^e	
M ^{me} Sarciaux (Eliza)	3 ^e	23 ^e	
M ^{me} Le Gayic (Tuiani)	3 ^e	23 ^e	
M ^{lle} Drollet (Jeanne)	2 ^e	21 ^e	Reclassement en 2 ^e cat. (B.M.)
M ^{me} Salmon (Vaite)	3 ^e	23 ^e	
M. Salmon (Elie, Ned)	3 ^e	23 ^e	
M. Casse (Newton)	3 ^e	23 ^e	
H. Amaru (Patua)	3 ^e	23 ^e	
M. Salmon (John)	3 ^e	16 ^e	
<i>Service météorologique :</i>			
M. Temorere (Arthur)	2 ^e	15 ^e	
<i>C.C.C.A.M. :</i>			
M ^{me} Lenoble (Paulette)	2 ^e	16 ^e	
<i>Circonscription des Islv. :</i>			
M. Chevalier (Robert)	3 ^e	19 ^e	
M. Manutararii (Iotefa)	3 ^e	19 ^e	
<i>Circonscription des Tuamotu-Gambier :</i>			
M. Delamaré (René)	2 ^e	12 ^e	
M. Marere (Potini)	4 ^e	35 ^e	
M. Teroiatea Tuporo	4 ^e	35 ^e	
M. Tefau Tauupu	4 ^e	34 ^e	
M. Maui Maui	4 ^e	35 ^e	
<i>Circonscription des Iles Australes :</i>			
M. Tahuhuterani Mauritanie	4 ^e	36 ^e	
M. Tamata Tehau	4 ^e	37 ^e	

9. — *Par décision n° 126 du 29 janvier 1949.* — Un congé spécial de maternité d'une durée totale de deux mois est accordé, pour compter du 1^{er} février 1949, à M^{me} Vernaudeau (Marthe), infirmière de 5^e classe du cadre local.

L'intéressé notifiera au chef de la colonie la date exacte de son accouchement, au moyen d'un certificat délivré par le médecin ou la sage-femme de la maternité, accompagné de l'acte de naissance de l'enfant.

10. — *Par décision n° 127 du 31 janvier 1949.* — Est promue pour compter du 1^{er} février 1949, à la 7^e classe du grade de commis, M^{me} Erickson, née Cérans-Jérusalem (Madeleine), commis de 8^e classe du cadre local des agents des affaires administratives.

11. — *Par décision n° 128 du 31 janvier 1949.* — Une prolongation de congé de six mois pour convenances personnelles, est accordée, pour compter du 1^{er} février 1949, à M. Moe (Paul), agent auxiliaire permanent de 3^e catégorie, en service à l'information.

12. — *Par décision n° 137 du 1^{er} février 1949.* — Une réquisition de passage, à titre remboursable, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, à faire valoir sur le SS "Eridan", sera délivrée à M. Dedeyn (Jacques), magistrat par intérim, qui voyagera accompagné de sa femme, née Lorfèvre (Irène).

13. — *Par décision n° 139 du 2 février 1949.* — Une première prolongation de six mois de congé de longue durée, qui porte le congé ainsi attribué à un an, est accordée, pour compter du 20 janvier 1949, à M. Toromona (Ahititara), instituteur de 3^e classe du cadre local.

A l'issue de cette prolongation de congé de longue durée, M. Toromona se présentera à nouveau devant le conseil de santé, muni d'un certificat de son médecin traitant attestant qu'il a régulièrement reçu les soins qui lui étaient nécessaires et qu'il s'est soumis au traitement prescrit.

Un médecin désigné par le chef du service de santé, ou à défaut l'assistante sociale, exercera au domicile du malade, au moins une fois par trimestre, le contrôle prescrit par les articles 9 et 10 du décret du 1^{er} novembre 1931 et 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 21 avril 1932.

14. — *Par décision n° 140 du 2 février 1949.* — Un congé spécial de maternité d'une durée totale de deux mois est accordé, pour compter du 1^{er} février 1949, à M^{lle} Huiotu (Uerii), infirmière de 5^e classe du cadre local.

L'intéressée notifiera au chef de la colonie la date exacte de son accouchement au moyen d'un certificat délivré par le médecin ou la sage-femme de la maternité, accompagné de l'acte de naissance de l'enfant.

15. — *Par décision n° 145 du 4 février 1949.* — Est acceptée pour compter du 15 février 1949, la démission de ses fonctions d'élève-infirmière à l'hôpital de Papeete offerte par M^{me} Terihoaia (Tetuanuifarerau), épouse Dauphin (René).

16. — *Par décision n° 146 du 4 février 1949.* — Est acceptée, pour compter du 15 février 1949, la démission de ses fonctions d'élève sage-femme à la maternité de Papeete offerte par M^{me} Teuira (Gisèle), épouse Bougues.

17. — *Par décision n° 152 du 5 février 1949.* — M. Aumérat (Robert) est nommé, pour compter du 1^{er} décembre 1948, commis de 10^e classe du cadre local des agents des affaires administratives.

18. — *Par décision n° 153 du 5 février 1949.* — Une prolongation de congé de convalescence d'un mois, est accordée à M^{lle} Bryant (Flora), sage-femme stagiaire du cadre local, pour compter du 27 janvier 1949.

A l'issue de cette prolongation de congé de convalescence, l'intéressée devra se représenter à l'examen du conseil de santé.

19. — *Par décision n° 174 du 10 février 1949.* — M. Husson (Marcel), manœuvre du service téléphonique des P.T.T., est nommé mécanicien stagiaire de 3^e classe à compter du 1^{er} mars 1949.

Compte tenu des services immédiats que l'intéressé a été à même de rendre, grâce à sa spécialisation militaire antérieure, son

temps de stage partira du 4 mai 1948, date initiale de son embauchage.

20. — *Par décision n° 177 du 11 février 1949.* — M. Teharuru (Victor), infirmier stagiaire en service à l'hôpital de Papeete, est licencié de ses fonctions pour compter du 1^{er} mars 1949.

21. — *Par décision n° 178 du 11 février 1949.* — Est acceptée pour compter du 28 février 1949, la démission de ses fonctions d'élève-infirmier à l'hôpital de Papeete offerte par M. Tapu (Matohi, Jean).

* * *

AFFAIRES POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

1. — *Par décision n° 154 du 5 février 1949.* — L'admission à l'asile des Vieillards de M^{me} Teihoarii (Arere), M. Maititai (Terrii) et M. Mapaeamara (Mathias), au titre des indigents de la commune de Papeete, est prononcée à compter du 12 novembre 1948.

* * *

FINANCES ET COMPTABILITÉ

1. — *Par décision n° 115 du 28 janvier 1949.* — Une réquisition de passage à titre remboursable en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie A, de Papeete à Cristobal (C. Z.) sur vapeur "Eridan", sera délivrée à M^{me} de Monlezun, épouse du chef du service judiciaire.

La dépense sera imputée au chapitre 14 du budget local.

2. — *Par décision n° 157 du 7 février 1949.* — Une réquisition de passage, au compte du budget local des Etablissements français de l'Océanie, en 1^{re} classe (2^e catégorie), Papeete-Marseille et retour est accordée à M^{lle} Juventin (Fabienne), fille du Directeur de l'Imprimerie du Gouvernement, pour se rendre en France par première occasion maritime.

Une feuille de route pour le voyage en chemin de fer de Marseille à Albi et retour, en 2^e classe sera également délivrée à l'intéressée par les soins du Service colonial de Marseille, et les frais de chemin de fer lui seront remboursés sur production des pièces justificatives réglementaires.

3. — *Par décision n° 158 du 7 février 1949.* — Les appointements mensuels de M. Snow sont portés à 4.850 francs par mois et majorés de l'indemnité forfaitaire de 40 % pour compter du 1^{er} janvier 1948.

Ces appointements sont exclusifs de toute autre indemnité, y compris les allocations familiales.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 131 du 31 janvier 1949.* — La commission de surveillance et de correction des épreuves du B. E. pour les écoles de Papeete, (2^e session 1948-1949), est composée comme suit :

M.M.	Papy, Chef du Service de l'Enseignement,	Président ;
	Vaissière, professeur de l'enseignement technique, adjoint au Chef de Service,	Membre ;
M ^{mes}	Hardy, institutrice du cadre métropolitain,	—
	Heckel,	—
	Mazel,	—
	Mollon,	—
Sœur	Roger, institutrice libre à l'Ecole des Sœurs,	—
M ^{me}	Charpier, institutrice libre à l'Ecole protestante des filles,	—
M.M.	Hardy, directeur de l'école de la gendarmerie,	—
	Heckel, instituteur du cadre métropolitain,	—
	Le Comte,	—

Mollon,

Pihaatae Jiémite, instituteur du cadre local,

Surveillance: M^{lle} Postaire-Le-Marais ;

M.M. Krauser Siméon ;

Maoni René ;

Raoulx Roger.

2. — *Par décision n° 148 du 4 février 1949.* — A compter du 1^{er} février 1949: M^{lle} Goupil Denise, institutrice stagiaire du cadre local, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une période d'une année renouvelable.

3. — *Par décision n° 149 du 4 février 1949.* — A compter du 21 février 1949: M^{me} Devaux, née Williams Stella, institutrice de 3^e classe du cadre local, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une période d'une année renouvelable.

4. — *Par décision n° 150 du 4 février 1949.* — Un congé sans solde d'un an, est accordé, à compter du 15 février 1949, à M^{me} Lethuillier, née Vaitoare Murielle, auxiliaire temporaire, institutrice à Tiva (Tahaa).

5. — *Par arrêté n° 162 du 7 février 1949.* — Pour compter du jour de son débarquement à Marseille, une bourse entière d'internat, renouvelable dans les conditions réglementaires jusqu'à la fin de ses études, est accordée à :

M. Vidal Hector, Eric, né le 23 avril 1933 à Papeete (Tahiti) pour effectuer des études au Lycée Jules Ferry à Cannes dans la classe de seconde moderne.

Le taux mensuel de la bourse est déterminé par l'arrêté local n° 1243 f.c. du 27 septembre 1948 (entière internat, 2^e degré, 2^e cycle).

M. Vidal Hector, Eric percevra en outre avant son départ pour la France une indemnité représentative de trousseau d'un montant de quinze mille francs pacifique (15.000 FCP) à imputer sur le budget local des Etablissements français de l'Océanie.

* * *

SANTÉ

1. — *Par décision n° 114 du 28 janvier 1949.* — L'infirmier de 3^e classe Sarciaux (Emmanuel), actuellement en service au centre médical de Papeete, est affecté au poste de Fatu-Hiva (Iles Marquises).

L'infirmier de 4^e classe Reiatua (Loulou), actuellement en service à Fatu-Hiva (Marquises), est affecté en stage de réimprégnation au centre médical de Papeete.

Un ordre de service du Chef du Service de Santé fixera la date exacte de mise en route de ces deux infirmiers.

2. — *Par décision n° 136 du 1^{er} février 1949.* — Sont nommés à compter du 1^{er} février 1949 :

1^o) Infirmier stagiaire: M. Sommers Lucien

2^o) Infirmière stagiaire: M^{lle} Ellacott Pauline.

Ces stagiaires sont provisoirement affectés à l'Hôpital de Papeete.

3. — *Par décision n° 138 du 2 février 1949.* — Est nommée sage-femme stagiaire du cadre local, pour compter du 1^{er} février 1949, M^{lle} Fanaurai Jessie. Cette stagiaire est provisoirement affectée à la Maternité de Papeete.

4. — *Par décision n° 173 du 10 février 1949.* — L'infirmier de 3^e classe du cadre local Piehi (Ipu), en service à Apataki (Tuamotu), est rappelé pour stage de réimprégnation à l'Hôpital de Papeete.

Il rejoindra Papeete par la première liaison maritime avec le chef-lieu.

SURETÉ

1. — *Par décision n° 161 du 7 février 1949.* — M. Yves Anapa Fatoa est nommé pour compter du 12 janvier 1949, agent auxiliaire permanent de 4^e catégorie, 30^e degré et chargé des fonctions d'agent de police du district de Mataiea, en remplacement de son père M. Manea a Fatoa décédé le 12 janvier 1949.

ACTE MUNICIPAL

COMMUNE DE PAPEETE

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 32, modifiant le tarif de certaines taxes municipales.

(Du 31 décembre 1948.)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE (ILE TAHITI),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890;

Vu l'arrêté municipal n° 73 du 26 décembre 1946 fixant à nouveau le tarif de certaines taxes municipales existantes;

Vu la délibération du Conseil Municipal en sa séance ordinaire du 26 novembre 1948,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les taxes municipales énumérées ci-après sont fixées comme suit :

Actes de l'état-civil :

Bulletins de naissance : le bulletin..... 5 frs

Balcons et constructions en saillie :

Balcons : le M2 superficiel, par an..... 80 »

Loggias, balcons couverts, vérandas, etc : le M2 superficiel, par an..... 100 »

Constructions fermées en encorbellement : le M2 superficiel, par an..... 160 »

Droits de voirie :

Permis de construire..... 200 »

Droits d'alignement..... 500 »

Permis d'habiter - le permis..... 5 »

Panneaux-réclame - enseignes - affiches :

Panneaux-réclame en saillie, par M2 superficiel, par an..... 1.000 »

minimum..... 500 »

Panneaux-réclame ne formant pas saillie, affiches et en général toute publicité, permanents : par M2 superficiel, par an..... 500 »

minimum..... 250 »

Panneaux-réclame - Enseignes - Affiches et en général toute publicité sur véhicules automobiles ou autres : par M2 superficiel, par an..... 400 »

minimum..... 200 »

Panneaux-réclame ne formant pas saillie - Affiches et en général toute publicité, temporaires : par M2 superficiel et par journée d'affichage... 5 »

Tableaux noirs mobiles : par M2 superficiel, par an. 100 »

minimum..... 50 »

Affiches papier : par M2 superficiel, par affiche.. 2 »

Droits de fosse, ouverture de caveau :

Fixé d'après l'âge du de cujus jusqu'à 2 ans..... 100 »

doubling coffre..... 200 »

Fixé d'après l'âge du de cujus de 2 à 15 ans..... 150 »

doubling coffre..... 300 »

Fixé d'après l'âge du de cujus de 15 ans et plus.. 250 »

doubling coffre..... 500 »

Ouverture de caveau..... 200 »

Droits d'étal sur la voie publique pour les marchands ambulants :

Par voiture ou étalage jusqu'à 1 M2 50 de surface :

Français : par mois..... 250 »

Etrangers : par mois..... 300 »

Par voiture ou étalage au-dessus de 1 M2 50 de surface : Proportionnellement et suivant les bases ci-dessus.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures sont et demeurent abrogées.

Art. 3. — Le présent arrêté, après approbation du Chef du Territoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1948.

Pour le Maire absent :

Le Premier adjoint :

G. PAMBRUN.

Approuvé :

Le Gouverneur,

P. MAESTRACCI.

AVIS OFFICIELS

Inspection du Travail

Il est porté à la connaissance de MM. les chefs d'entreprises, que tout accident du travail ayant occasionné le décès de la victime ou susceptible d'entraîner une incapacité permanente totale ou partielle doit faire l'objet dans les 48 heures d'une déclaration adressée à l'Inspecteur du Travail.

Cette déclaration énoncera :

- 1°) les noms, prénoms, profession et adresse du chef d'entreprise ou de son préposé,
- 2°) la nature de l'établissement et son adresse,
- 3°) les nom, prénoms, âge, sexe, situation de famille de la victime ainsi que la date de son embauchage et la nature de son emploi,
- 4°) le lieu précis de l'accident,
- 5°) ses date et heure,
- 6°) sa nature avec l'indication des circonstances dans lesquelles il s'est produit et éventuellement des mesures préventives qu'avait pu prendre l'employeur.
- 7°) la nature des blessures,
- 8°) l'indication de l'assurance ou du défaut d'assurance.

Cette déclaration doit être signée du déclarant et accompagnée d'un certificat médical précisant l'état de la victime et si possible les suites probables de l'accident.

Service des Douanes**ANNEE 1949****Calendrier des Ventes de Vanille Verte***(Suite et fin)***Avril**

Vendredi	1 ^{er}	Tautira	8 heures
Mardi	5	Teaharoa (Paopao)	8 »
Mercredi	6	Haapiti	8 »
Jeudi	7	Papetoai	8 »
Vendredi	8	Teavaro (Vaiare)	8 »
Vendredi	8	Afareaitu	14 »
Lundi	11	Arue	14 »
Mardi	12	Mahina	8 »
Mardi	12	Papenoo	10 »
Mercredi	13	Tiarei	8 »
Jeudi	14	Mahaena	8 »
Jeudi	14	Hitiaa	10 »
Jeudi	14	Faaone	14 »
Mardi	12	Vairao	8 »
Mardi	12	Toahotu (Vairao)	14 »
Mercredi	13	Teahupoo	8 »
Mardi	19	Paea	8 »
Mardi	19	Papara	8 »
Mercredi	20	Mataiea	8 »
Mercredi	20	Papeari	14 »
Jeudi	21	Afaahiti	8 »
Jeudi	21	Pueu	14 »
Vendredi	22	Tautira	8 »
Mardi	26	Teaharoa (Paopao)	8 »
Mercredi	27	Haapiti	8 »
Jeudi	28	Papetoai	8 »
Vendredi	29	Teavaro (Vaiare)	8 »
Vendredi	29	Afareaitu	14 »

Mai

Lundi	2	Arue	14 heures
Mardi	3	Mahina	8 »
Mardi	3	Papenoo	10 »
Mercredi	4	Tiarei	8 »
Jeudi	5	Mahaena	8 »
Jeudi	5	Hitiaa	10 »
Jeudi	5	Faaone	14 »
Vendredi	6	Vairao	8 »
Vendredi	6	Toahotu (Vairao)	14 »
Samedi	7	Teahupoo	8 »
Mardi	10	Papara	8 »
Mercredi	11	Mataiea	8 »
Mercredi	11	Papeari	14 »
Jeudi	12	Afaahiti	8 »
Jeudi	12	Pueu	14 »
Vendredi	13	Tautira	8 »
Mardi	17	Teaharoa (Paopao)	8 »
Mercredi	18	Haapiti	8 »
Jeudi	19	Papetoai	8 »
Vendredi	20	Teavaro (Vaiare)	8 »
Vendredi	20	Afareaitu	14 »

Lundi	23	Arue	14 »
Mardi	24	Mahina	8 »
Mardi	24	Papenoo	10 »
Mercredi	25	Tiarei	8 »
Mardi	24	Mahaena	8 »
Mardi	24	Hitiaa	10 »
Mardi	24	Faaone	14 »
Mercredi	25	Vairao	8 »
Mercredi	25	Toahotu (Vairao)	14 »
Samedi	28	Teahupoo	8 »
Mardi	31	Paea	8 »
Mardi	31	Papara	8 »

Juin

Mercredi	1 ^{er}	Mataiea	8 heures
Mercredi	1 ^{er}	Papeari	14 »
Jeudi	2	Afaahiti	8 »
Jeudi	2	Pueu	14 »
Vendredi	3	Tautira	8 »
Mardi	7	Teaharoa (Paopao)	8 »
Vendredi	10	Teavaro (Vaiare)	8 »
Vendredi	10	Afareaitu	14 »
Mercredi	8	Haapiti	8 »
Jeudi	9	Papetoai	8 »
Lundi	13	Arue	14 »
Mardi	14	Mahina	8 »
Mardi	14	Papenoo	10 »
Mardi	14	Tiarei	8 »
Mercredi	15	Mahaena	8 »
Mercredi	15	Hitiaa	10 »
Mercredi	15	Faaone	14 »
Mercredi	15	Vairao	8 »
Mercredi	15	Toahotu (Vairao)	14 »
Samedi	18	Teahupoo	8 »
Mardi	21	Paea	8 »
Mardi	21	Papara	8 »
Mercredi	22	Mataiea	8 »
Mercredi	22	Papeari	14 »
Jeudi	23	Afaahiti	8 »
Jeudi	23	Pueu	14 »
Mercredi	22	Tautira	8 »
Mardi	28	Teaharoa (Paopao)	8 »
Mercredi	29	Haapiti	8 »
Jeudi	30	Papetoai	8 »

Juillet

Vendredi	1 ^{er}	Teavaro (Vaiare)	8 heures
Vendredi	1 ^{er}	Afareaitu	14 »
Lundi	4	Arue	14 »
Mardi	5	Mahina	8 »
Mardi	5	Papenoo	10 »
Mercredi	6	Tiarei	8 »
Jeudi	7	Mahaena	8 »
Jeudi	7	Hitiaa	10 »
Jeudi	7	Faaone	14 »
Vendredi	8	Vairao	8 »
Vendredi	8	Toahotu (Vairao)	14 »
Samedi	9	Teahupoo	8 »
Mardi	12	Paea	8 »
Mardi	12	Papara	8 »

Mercredi	13	Mataiea	8	»
Mercredi	13	Papeari	14	»
Jeudi	21	Afaahiti	8	»
Jeudi	21	Pueu	14	»
Vendredi	22	Tautira	8	»
Mardi	26	Teaharoa (Paopao)	8	»
Mercredi	27	Haapiti	8	»
Jeudi	28	Papetoai	8	»
Vendredi	29	Teavaro (Vaiare)	8	»
Vendredi	29	Afareaitu	14	»

Août

Lundi	1 ^{er}	Arue	14 heures
Mardi	2	Mahina	8 »
Mardi	2	Papenoo	10 »
Mercredi	3	Tiarei	8 »
Jeudi	4	Mahaena	8 »
Jeudi	4	Hitiaa	10 »
Jeudi	4	Faaone	14 »
Vendredi	5	Vairao	8 »
Vendredi	5	Toahotu (Vairao)	14 »
Samedi	6	Teahupoo	8 »
Mardi	9	Paea	8 »
Mardi	9	Papara	8 »
Mercredi	10	Mataiea	8 »
Mercredi	10	Papeari	14 »
Jeudi	11	Afaahiti	8 »
Jeudi	11	Pueu	14 »
Vendredi	12	Tautira	8 »
Mardi	23	Teaharoa (Paopao)	8 »
Mercredi	24	Haapiti	8 »
Jeudi	25	Papetoai	8 »
Vendredi	26	Teavaro (Vaiare)	8 »
Vendredi	26	Afareaitu	14 »

MOOREA

<i>Teaharoa (Paopao)</i>		<i>Afareaitu</i>	
Vendredi	4 février 8 heures	Mardi	1 ^{er} février 8 heures
Mardi	22 février —	Vendredi	25 février 14 —
—	15 mars —	—	18 mars —
—	5 avril —	—	8 avril —
—	26 avril —	—	29 avril —
—	17 mai —	—	20 mai —
—	7 juin —	—	10 juin —
—	28 juin —	—	1 ^{er} juillet —
—	26 juillet —	—	29 juillet —
—	23 août —	—	26 août —

<i>Haapiti</i>		<i>Papetoai</i>	
Mercredi	2 février 8 heures	jeudi	3 février 8 heures
—	23 février —	—	24 février —
—	16 mars —	—	17 mars —
—	6 avril —	—	7 avril —
—	27 avril —	—	28 avril —
—	18 mai —	—	19 mai —
—	8 juin —	—	9 juin —
—	29 juin —	—	30 juin —
—	27 juillet —	—	28 juillet —
—	24 août —	—	25 août —

<i>Teavaro (Vaiare MOOREA)</i>		<i>Arue (TAHITI)</i>	
Mardi	1 ^{er} février 8 heures	Lundi	7 février 14 heures
Vendredi	25 février —	—	28 février —
—	18 mars —	—	21 mars —
—	8 avril —	—	11 avril —
—	29 avril —	—	2 mai —
—	20 mai —	—	23 mai —
—	10 juin —	—	13 juin —
—	1 ^{er} juillet —	—	4 juillet —
—	29 juillet —	—	1 ^{er} août —
—	26 août —	—	—
<i>Mahina</i>		<i>Papenoo</i>	
Mardi	8 février 8 heures	Mardi	8 février 10 heures
—	1 ^{er} mars —	—	1 ^{er} mars —
—	22 mars —	—	22 mars —
—	12 avril —	—	12 avril —
—	3 mai —	—	3 mai —
—	24 mai —	—	24 mai —
—	14 juin —	—	14 juin —
—	5 juillet —	—	5 juin —
—	2 août —	—	2 août —
<i>Tiarei</i>		<i>Mahaena</i>	
Mercredi	9 février 8 heures	Jeudi	10 février 8 heures
—	2 mars —	—	3 mars —
—	23 mars —	—	24 mars —
—	13 avril —	—	14 avril —
—	4 mai —	—	5 mai —
—	25 mai —	Mardi	24 mai —
—	14 juin —	Mercredi	15 juin —
—	6 juillet —	Jeudi	7 juillet —
—	3 août —	—	4 août —
<i>Hitiaa</i>		<i>Faaone</i>	
Jeudi	10 février 10 heures	Jeudi	10 février 14 heures
—	3 mars —	—	3 mars —
—	24 mars —	—	24 mars —
—	14 avril —	—	14 avril —
—	5 mai —	—	5 mai —
Mardi	24 mai —	Mardi	24 mai —
Mercredi	15 juin —	Mercredi	15 juin —
Jeudi	7 juillet —	Jeudi	7 juillet —
—	4 août —	—	4 août —

<i>Vairao</i>		<i>Toahotu (Vairao)</i>	
Vendredi	11 février 8 heures	Vendredi	11 février 14 heures
—	4 mars —	—	4 mars —
—	25 mars —	—	25 mars —
Mardi	12 avril —	Mardi	12 avril —
Vendredi	6 mai —	Vendredi	6 mai —
Mercredi	25 mai —	Mercredi	25 mai —
—	15 juin —	—	15 juin —
Vendredi	8 juillet —	Vendredi	8 juillet —
—	5 août —	—	5 août —
<i>Teahupoo</i>		<i>Paea</i>	
Samedi	12 février 8 heures	Mardi	15 février 8 heures
—	5 mars —	—	19 avril —

—	26 mars	—	—	31 mai	—
Mercredi	13 avril	—	—	21 juin	—
Samedi	7 mai	—	—	12 juillet	—
—	28 mai	—	—	9 août	—
—	18 juin	—	—		
—	9 Juillet	—	—		
—	6 août	—	—		

*Papara**Mataiea*

Mardi	15 février 8 heures	Mercredi	16 février 8 heures
—	8 mars	—	9 mars
—	29 mars	—	30 mars
—	19 avril	—	20 avril
—	10 mai	—	11 mai
—	31 mai	—	1 ^{er} juin
—	21 juin	—	22 juin
—	12 juillet	—	13 juillet
—	9 août	—	10 août

TAHITI

*Papeari**Afaahiti*

Mercredi	16 février 14 heures	Jeudi	17 février 8 heures
—	9 mars	—	10 mars
—	30 mars	—	31 mars
—	20 avril	—	21 avril
—	11 mai	—	12 mai
—	1 ^{er} juin	—	2 juin
—	22 juin	—	23 juin
—	13 juillet	—	21 juillet
—	10 août	—	11 août

*Pueu**Tautira*

Jeudi	17 février 14 heures	Vendredi	18 février 8 heures
—	10 mars	—	11 mars
—	31 mars	—	1 ^{er} avril
—	21 avril	—	22 avril
—	12 mai	—	13 mai
—	2 juin	—	3 juin
—	23 juin	—	22 juin
—	21 juillet	—	22 juillet
—	11 août	—	12 août

MOOREA

A la demande de plusieurs présidents de comités locaux de surveillance des vanilles de Moorea, les modifications suivantes sont apportées au calendrier dont la publication au Bulletin de Presse a lieu depuis le Samedi 29 Janvier.

A partir du mardi 22 Février les ventes de vanille auront lieu :

- 1° Pour Teaharoa (Paopao) le mardi à 8 heures
- 2° Pour Teavaro (Vaiare) le vendredi à 8 heures
- 3° Pour Afareaitu le vendredi à 14 heures.

Il reste entendu qu'aucun changement n'est apporté aux semaines attribuées à Moorea.

RECTIFICATIF au Calendrier des Ventes de Vanille Verte :

Supprimer Mardi 8 Mars Paea 8 heures
Mardi 29 Mars Paea 8 heures
Mardi 10 Mai Paea 8 heures

Renouvellement des Comités de surveillance de la vanille.

ANNÉE 1949

Afareaitu

Tetuanui Amaru	élu	Président
Terai Hapoto	»	Membre
Tetuanui Garbutt	»	»
Haamanatua Amaru	»	»
Tafai Papai	»	»

Arue

Reo a Teauna	élu	Président
Otetohua a Teihoarii	»	Membre
Parahi a Tumahai	»	»

Faaone

Teriitanao Tefati	élu	Président
Mimi Picard	»	Membre
Naura Maitui	»	»
Teravero Maitui	»	»
Alam Tiapari	»	»

Haapiti

Tapao Tinomana	élu	Président
Tama Fara	»	Membre
Huitoofa Tapuarii	»	»
Anei Toofa	»	»
Tiaoao Temeehu	»	»

Mahina

Taputuarai Tauarii	élu	Président
Daniel Tiaore	»	Membre
Heuea Manai	»	»
Georges Brémond	»	»

Mataiea

Teihoarii Tauraatua	élu	Président
Teahutapu Tahutini	»	Membre
Tei a Meamea	»	»
Tautu Taumihau	»	»
Tihoni Vahirua	»	»

Paea

Maurice Urima	élu	Président
Maurice Fuller	»	Membre
Léon Maoni	»	»

Papara

Teura a Fiu	élu	Président
Teihotu Reid	»	Membre
Urarii a Tuhiri	»	»
Punua a Tetutaata	»	»

Papenoo

Paia Moarii	élu	Président
Tetuaarue Homai	»	Membre
Enohu Faua	»	»
Uira Amaru	»	»

Papetoai

Amaru Teuira	élu	Président
Germain Mataarere	»	Membre
Taoa Temaeva	»	»

Pirae

Teriihopoitua Paepaetaata	élu	Président
Parau Aumoana	»	Membre
Temataonoarii Temarii	»	»

Pueu

Teuira a Faatahe	élu	Président
Patue a Farauru	»	Membre
Fareea a Taerea	»	»
Mateau a Faaave	»	»
Tiafau a Rapae	»	»

Tautira

Maraetauaroa a Pou	élu	Président
Temanavataaroa a Taraufau	»	Membre
Taarii a Matehau	»	»
Oscard Georges Deane	»	»
Raitava a Matehau	»	»

Teaharora

Marcel Pin	élu	Président
Terea Tauhiro	»	Membre
Turua Maruoi	»	»
Uranu Moanarua	»	»
Tanemateha Tamaitiore	»	»

Vairao

Faatiarai Tiaehau	élu	Président
Tinorua Tehahe	»	Membre
Teiva a Mau	»	»
Vahio Auguste Ateo	»	»

Teavaro

Marii a Taurua	élu	Président
Vanapatua Agnie	»	Membre
Varuahi Agnie	»	»
Tetiauiria a Vahapata	»	»
Maurai Airima	»	»

ANNONCES JUDICIAIRES

Par Jugement du Tribunal civil de Papeete du 3 décembre 1948. Il appert que l'acte d'adoption de M. Alfred PUPU-TAUKI par M^{me} Eloisa MARTIN V^{ve} DUCOS a été homologué. En conséquence, l'adopté porte le nom d'Alfred PUPU-TAUKI-MARTIN.

PARTIE NON OFFICIELLE**ANNONCES DIVERSES**

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

CESSION DE FONDS DE COMMERCE*Deuxième insertion.*

Suivant acte sous signatures privées, en date à Papeete du 13 janvier 1949, enregistré le lendemain F^o 72 - Case 698, la Société "Imprimerie de l'Océanie", ayant son siège à Papeete et représentée par M.M. Raoulx (Louis) et Villierme (père), eux-mêmes dûment habilités à cet effet par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, a vendu à M. Ambroise Yxemerry, publiciste et journaliste, demeurant à Papeete, son fonds de commerce d'imprimerie qu'elle ex-

ploite à Papeete et ce moyennant prix et conditions énoncés à l'acte.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la seconde insertion, sous peine de forclusion, en l'étude de M^e Hoppenstedt, défenseur à Papeete.

Pour extrait :

H. HOPPENSTEDT.

Etude de M^{es} AHNNE-GUILPAIN, Défenseurs à Papeete.

Dissolution de Société.

Suivant acte en date à Papeete du 30 Janvier 1949, enregistré, la Société en nom collectif "ROBERT VERNIER et SHAN TCHUN SHAN SEI FAN" ayant son siège à Papeete, a été dissoute.

Pour extrait :

VERNIER.

Etude de M^{es} AHNNE-GUILPAIN, Défenseurs à Papeete.

Société à Responsabilité Limitée**"VERNIER ET COMPAGNIE"**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 30 janvier 1949, il a été formé entre :

1^o M. Robert VERNIER. 2^o M. SHAN TCHUN SHAN SEI FAN n^o 6616. 3^o Et M. Pierre MARCHAL, tous commerçants, demeurant à Papeete.

Une Société à Responsabilité limitée ayant pour objet : l'exploitation d'un fonds de commerce de vente de pâtisserie, restaurateur, etc., sis à Papeete, rue Bonnard, à l'enseigne "AUX CROISSANTS" et généralement toutes opérations et entreprises commerciales.

La raison sociale est "VERNIER ET COMPAGNIE".

Le siège social est fixé à Papeete.

La durée de la Société est de dix années à compter du 30 janvier 1949.

Le capital social est fixé à *Deux cent mille francs*.

Il est constitué par l'apport en nature à la Société, par tous les associés d'un établissement commercial exploité sous l'enseigne "AUX CROISSANTS" et comprenant :

- a) La clientèle et l'achalandage y attachés ainsi que le nom commercial ;
- b) Le mobilier et le matériel qui se trouvent en magasin ;
- c) Les approvisionnements et marchandises en dépendant ;
- d) Le droit au bail où ce fonds est exploité.

Le capital social est divisé en *deux cents parts de mille francs* chacune, attribuées comme suit :

A SHAN SCHUN SHAN SEI FAN n ^o 6616	100 parts
A M. VERNIER	50 parts
A M. MARCHAL	50 parts

La Société est administrée par M. Vernier et par M. Shan Tchun Shan Sei Fan n^o 6616 comme gérants.

Les gérants ont vis à vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société.

Les engagements pris par eux au nom de cette Société devront être revêtus de leur signature et du cachet de la Société, à peine de nullité.

Un des originaux de l'acte de Société a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Pour extrait :
VERNIER.

AVIS

« La Compagnie française des Phosphates de l'Océanie » avise le public que Monsieur Flavien PIERSON, arrivé en fin de contrat, a cessé ses fonctions de Directeur en Océanie à la date du 31 janvier 1949, les pouvoirs qu'il détenait pour représenter la Compagnie en Océanie étant devenus caducs à partir de cette date.

« Il a été remplacé dans les fonctions de Directeur en Océanie de la Compagnie française des Phosphates de l'Océanie, pour compter du 31 janvier 1949, par Monsieur Raymond MEUNIER qui a reçu tous les pouvoirs à cet effet. »

SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE TAHITIENNE LIMITED

Par décision des associés-gérants de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE TAHITIENNE LIMITED en date du 1^{er} février 1949, enregistrée, l'article 15 des statuts de la société en date du 18 mai 1948, a été modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15. — La Société est administrée par deux gérants qui devront agir conjointement lorsqu'ils seront présents tous deux à Papeete. Chacun d'eux pourra agir séparément au cas d'absence ou d'empêchement de l'autre, dûment établi par lettre signée des deux gérants, adressée aux tiers intéressés, et en particulier à la BANQUE DE L'INDOCHINE où la Société possède son compte, en faisant alors usage des pouvoirs qu'il tiendra du gérant absent ou empêché.

« MM. Jean SIMON et AH YUN sont nommés gérants pour la durée de la société ».

(Le reste de l'article sans changement).

Pour extrait certifié conforme :
Les Associés-Gérants,
JEAN SIMON - AH YUN.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1949

Prix en feuille : 3 fr. 50

RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,
arrêtés et décisions locaux

EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

Bulletin officiel (Fascicule)

Prix broché : 4 francs.

Notice Lemasson

Prix broché : 8 francs.

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 4 francs.

Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 48 francs.

PAPEETE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.